

Politique contre les pots-de-vin et la corruption

ELDORADO GOLD CORPORATION
(LA « SOCIÉTÉ »)

POLITIQUE CONTRE LES POTS-DE-VIN ET LA CORRUPTION
(la « Politique LPVC »)

1. INTRODUCTION ET APPLICATION

La présente Politique LPVC doit être lue conjointement avec le Code d'éthique et de conduite professionnelle (le « **Code** ») de la Société.

Les références à la Société dans la Politique LPVC comprennent toutes ses filiales et toute autre entité contrôlée par la Société. La Politique LPVC établit les normes de conduite professionnelle et éthique pour tous les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société, ainsi que pour les entrepreneurs, les consultants, les fournisseurs et les agents représentant indirectement la Société (collectivement, toutes les personnes assujetties à la Politique LPVC sont désignées par l'appellation « **Représentants** »).

2. OBJECTIF

La Société s'engage à mener des activités de façon responsable conformément à toutes les lois applicables et à conserver une culture d'honnêteté, d'intégrité et de responsabilisation.

Le Code et la Politique LPVC établissent les principes et les normes que tous les Représentants devraient respecter lorsqu'ils agissent au nom de la Société. Les Représentants doivent lire attentivement la Politique LPVC, respecter les lois et règlements applicables et éviter d'adopter une conduite malhonnête et corrompue.

Tous les Représentants doivent recevoir une copie de la Politique LPVC ou être dirigés vers celle-ci dès leur arrivée au sein de la Société et de façon périodique par la suite. Tous les Représentants qui sont des parties contractantes et des consultants de la Société doivent recevoir une copie de la Politique LPVC et accepter expressément de respecter les modalités de la Politique LPVC.

Les Représentants sont tenus de demander des directives à l'équipe juridique et de conformité dans tous les cas où la conformité quant à la forme ou au fond est mise en doute par rapport à la Politique LPVC, au Code ou toute loi applicable. La Politique LPVC complète et ne remplace pas les politiques et procédures précises qui sont indiquées dans d'autres politiques de la Société, comme le Code de la Société. Si la Politique LPVC est en conflit avec toute loi applicable, la loi a priorité, et lorsque les normes de la Politique LPVC sont supérieures à celles des lois locales applicables, les Représentants doivent suivre les normes plus élevées de la Politique LPVC.

Les violations des lois et règlements LPVC applicables, ou de la présente Politique, peuvent entraîner de graves conséquences, y compris des sanctions légales pour la Société et les individus. De plus, la Société peut imposer des mesures disciplinaires à tout Représentant en cas de violation, pouvant aller jusqu'au congédiement immédiat.

3. Paiements aux agents publics interdits

Chaque représentant doit se conformer à toutes les lois applicables interdisant les paiements inappropriés versés aux agents publics. Toutes les formes de pots-de-vin ou d'autres paiements inappropriés versés à des fonctionnaires, étrangers ou nationaux, sont interdites.

Politique LPVC

La Société est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Par conséquent, la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers (la « **LCAPE** ») du Canada s'applique et érige en infraction le fait de donner, d'offrir ou convient de donner ou d'offrir un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice de quelque nature que ce soit, de nature monétaire ou non, directement ou indirectement, à un agent public étranger ou à toute autre personne dans l'intérêt d'un agent public étranger, afin d'obtenir ou de conserver un avantage dans le cours des affaires :

- en contrepartie d'un acte ou d'une omission dans le cadre de l'exécution des fonctions officielles de cet agent;
- pour convaincre ce dernier d'utiliser sa position pour influencer les actes ou les décisions de l'État étranger ou de l'organisation internationale publique pour lequel il exerce ses fonctions officielles.

En vertu de la LCAPE, un agent public étranger correspond à :

- une personne qui détient un mandat législatif, administratif ou judiciaire d'un État étranger;
- une personne qui exerce une fonction publique d'un État étranger, y compris une personne employée par un conseil, une commission, une société ou un autre organisme établi par l'État étranger pour y exercer une telle fonction ou qui exerce une telle fonction;
- un agent public ou agent d'une organisation internationale publique constituée par deux États ou gouvernements ou constituée de deux autres organisations internationales publiques ou plus.

Aux fins de la présente Politique, la notion d'« *agent public* » vise également tant les agents publics nationaux qu'étrangers, de même que les employés d'entreprises appartenant à l'État ou d'autres entités sous contrôle gouvernemental.

Les comportements interdits en vertu de la LCAPE comprennent également l'offre ou la proposition d'offrir un « paiement de facilitation » pour influencer un agent public étranger afin que celui-ci effectue une activité indispensable qu'il est légalement tenu d'effectuer, mais refuse de le faire ou refuse de le faire en temps opportun, sans paiement.

Les lois anticorruption dans d'autres territoires peuvent également s'appliquer à la Société et à ses Représentants, comme la *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA) des États-Unis et les lois pertinentes en Grèce et en Turquie. La FCPA rend illégal d'effectuer des paiements à des fonctionnaires étrangers pour aider à obtenir ou à conserver des affaires. Selon la FCPA, un représentant d'un gouvernement étranger peut inclure des candidats à une fonction publique, à des représentants de partis politiques et à des représentants d'entreprises appartenant à l'État.

Il est par conséquent strictement interdit aux Représentants d'offrir, de promettre, de payer ou d'autoriser tout paiement ou toute chose de valeur à toute personne, directement ou indirectement par l'entremise d'un tiers ou pour celui-ci, pour les raisons suivantes :

- afin de convaincre une personne d'agir en contravention ou non à une obligation légale;
- afin de convaincre une personne d'abuser de sa position ou de l'utiliser à mauvais escient;
- afin d'obtenir ou conserver un avantage ou un bénéfice (y compris, mais sans s'y limiter, tout permis, licence, contrat ou concession) pour le Représentant, la Société ou toute autre partie; ou
- afin d'amener un agent public à effectuer une activité indispensable plus rapidement ou à ne pas l'effectuer.

4. CORRUPTION COMMERCIALE ET AUTRES PAIEMENTS INAPPROPRIÉS

Il est également interdit d'offrir, d'effectuer ou d'accepter un paiement inapproprié à un tiers commercial ou autre. Cela comprend, sans s'y limiter, les clients, les fournisseurs, les employés de sociétés privées ou les représentants syndicaux, par exemple. Aucun Représentant ne doit verser directement ou indirectement un pot-de-vin ou tout autre incitatif inapproprié à quiconque, incluant toute personne qui n'est pas un agent public, ni demander ou recevoir de pot-de-vin ou tout autre incitatif inapproprié de la part de quiconque, afin de promouvoir les intérêts du Représentant ou de la Société.

5. CONTRIBUTIONS ET ACTIVITÉS POLITIQUES

La Société reconnaît et appuie le droit de ses Représentants de participer à des activités politiques légitimes. Cependant, ces activités ne doivent pas être menées pendant les heures de travail ni impliquer l'utilisation de ressources de la Société. Les Représentants n'auront droit à aucun remboursement pour leurs contributions politiques personnelles.

La Société peut occasionnellement exprimer des points de vue sur les enjeux locaux et nationaux qui touchent ses activités. Dans de tels cas, les fonds et les ressources de la Société peuvent être utilisés, mais uniquement lorsque la loi le permet et conformément aux politiques et procédures de la Société. La Société peut également apporter des contributions limitées à des partis politiques ou à des candidats dans des juridictions où il est légal et approprié de le faire. Aucun Représentant ne peut apporter ou s'engager à apporter des contributions politiques au nom de la Société sans l'approbation du directeur général.

La Société s'efforce d'être une entreprise citoyenne positive dans les endroits où elle fait des affaires et fait régulièrement des dons à des organismes de bienfaisance. Elle ne fait cependant pas de dons à des œuvres de bienfaisance ou d'autres organismes qui apporteraient un avantage personnel directement ou indirectement à un représentant de gouvernement ou un particulier.

Les Représentants sont libres de faire des dons à des causes caritatives en leur propre nom, à condition que ces dons ne puissent en aucun cas être considérés comme une contribution faite au nom de la Société et à condition que ce don ne soit pas ou ne soit pas perçu comme un paiement inapproprié.

Les Représentants qui participent à un programme de dons jumelés parrainé par la Société sont tenus d'exercer une diligence raisonnable avant de soumettre un don à jumeler. Les Représentants doivent également s'assurer que le bénéficiaire est correctement classé et que le don est conforme à la présente Politique et aux procédures relatives aux cadeaux et aux divertissements.

6. CADEAUX ET DIVERTISSEMENTS

L'échange de cadeaux, l'organisation de dîners et d'événements de divertissement ou la participation à ceux-ci, ainsi que l'offre ou l'acceptation de voyages sont des activités courantes pour établir et maintenir des relations d'affaires. Toutefois, ces activités peuvent également créer des conflits d'intérêts réels ou perçus ou des pratiques répréhensibles et/ou constituer des paiements inappropriés ou être perçus comme tels.

La Société s'engage à exercer ses activités de façon responsable, conformément à toutes les lois applicables, et à instaurer une culture d'honnêteté, d'intégrité et de responsabilité dans laquelle les représentants sont censés prendre des décisions et exercer leurs activités de manière impartiale et objective et éviter les situations qui pourraient compromettre leur jugement.

Même si cela est autorisé en vertu des lois applicables, offrir ou recevoir tout cadeau ou divertissement qui pourrait influencer injustement ou sembler influencer injustement une relation d'affaires, doit être évité. Ces directives s'appliquent même pendant les événements ou les saisons traditionnelles d'échanges ou d'offre de cadeaux, comme les fêtes, les anniversaires ou les autres célébrations.

Les Représentants ne peuvent offrir ou accepter des cadeaux et des invitations à des divertissements que si leur fréquence et leur valeur sont raisonnables, s'ils ne visent pas à obtenir un avantage commercial ou personnel et s'ils sont strictement conformes aux procédures relatives aux cadeaux et aux divertissements. Les cadeaux en espèces sont strictement interdits. Un cadeau ou une invitation à un divertissement qui pourrait être perçu comme créant une obligation ou une influence indue est inapproprié.

Les Représentants sont tenus de demander conseil à l'équipe juridique et de conformité dans tous les cas où il y a un doute quant à la conformité à la lettre ou à l'esprit des procédures relatives aux cadeaux et aux divertissements, de la Politique LPVC, du Code ou de toutes lois applicables.

Une attention particulière doit être accordée aux relations avec les agents publics; les Représentants ne doivent jamais offrir ou donner de cadeau et de divertissement à des agents publics s'ils craignent que cela puisse contrevenir à la Politique LPVC ou à toute loi applicable. De plus, les Représentants ne doivent jamais offrir à des agents publics de cadeau ou divertissement au-delà de la valeur monétaire spécifiée de temps à autre dans les procédures relatives aux cadeaux et aux divertissements sans avoir obtenu au préalable l'approbation du Vice-président exécutif et de l'avocat général de la Société.

7. FORMATION

La Société donnera périodiquement une formation sur la lutte contre la corruption et les pots-de-vin et peut également donner une formation plus fréquemment lorsque des changements sont apportés aux lois applicables ou lorsqu'une telle formation intérimaire est jugée nécessaire.

8. CONNAISSANCE ET SIGNALEMENT DE TOUT COMPORTEMENT ILLÉGAL OU CONTRAIRE À L'ÉTHIQUE

La Société s'engage à mener ses activités de façon légale et éthique. Par conséquent, on s'attend à ce que les Représentants signalent toutes violations connues ou soupçonnées des lois, des règles, des règlements, ou du Code d'éthique ou de la Politique LPVC. Pour faciliter le signalement de comportements illégaux ou contraires à l'éthique, le Code d'éthique contient des politiques sur la dénonciation indiquant qu'un tel comportement peut être signalé anonymement. Si quelqu'un a des préoccupations quant à Politique LPVC ou soupçonne que la Politique LPVC ou les lois et règlements LPVC applicables ont été violés, des mesures doivent être prises immédiatement pour communiquer et signaler la violation à la ligne de dénonciation indépendante de la Société à l'adresse www.eldorado.ethicspoint.com. Il est également possible de communiquer avec le vice-président exécutif et l'avocat général ou le président du comité de vérification en utilisant les coordonnées disponibles dans le Code d'éthique. Chaque violation signalée fait l'objet d'une enquête, et les Représentants doivent coopérer pleinement à toute enquête en vertu de la Politique LPVC.

La Société interdit les mesures de représailles contre tout Représentant qui, de bonne foi, signale une violation potentielle.

Il est inacceptable pour tout Représentant d'effectuer un faux signalement qu'il sait être faux.

Si des Représentants ne sont pas certains de la meilleure façon de procéder dans une situation particulière, ils doivent demander des directives aux superviseurs, aux directeurs ou à un membre du service juridique et de conformité, selon les circonstances.

9. TENUE DES DOSSIERS

L'ensemble des comptes, des factures, des protocoles et des autres documents et dossiers de la Société relatifs aux transactions avec des tiers doit être préparé et conservé avec exactitude et exhaustivité.

En vertu de la LCAPE et de la FCPA, les actions suivantes commises par toute personne constituent une infraction :

Politique LPVC

- établir ou tenir à jour des comptes qui ne figurent pas dans les livres et dossiers qui doivent être conservés conformément aux normes de comptabilité et de vérification applicables;
- effectuer des transactions qui ne sont pas consignées dans ces livres et dossiers ou qui sont identifiées incorrectement dans ceux-ci;
- consigner des dépenses non inexistantes dans ces livres et dossiers;
- entrer des éléments de passif avec un objet identifié incorrectement dans ces livres et dossiers;
- utiliser sciemment de faux documents;
- détruire intentionnellement des livres comptables et des dossiers avant la date autorisée en vertu de la loi.

Aucun compte ou transaction ne peut être tenu « hors-livre » pour faciliter ou dissimuler des paiements inappropriés. La consignation de paiements d'une manière à dissimuler leur vraie nature constitue une violation de la Politique LPVC et des lois applicables.

Les documents et les dossiers doivent être conservés pendant la période prescrite par la loi applicable. Les Représentants doivent s'assurer que tous les rapports de dépenses liés à l'accueil, aux cadeaux ou aux frais engagés relativement à des tiers sont soumis conformément aux politiques pertinentes de la Société et que les raisons de ces dépenses sont expressément consignées.

10. PROCÉDURES DE CONFORMITÉ ET CONSÉQUENCES

La Politique LPVC ne peut pas et n'est pas conçue pour aborder l'ensemble des situations auxquelles les Représentants pourraient devoir faire face. En cas de doute quant au plan d'action approprié, les Représentants doivent communiquer avec leur superviseur, leur directeur, à un membre du service juridique et de conformité, le vice-président exécutif et l'avocat général ou le président du Comité de vérification de la Société pour obtenir des directives selon les circonstances.

Nous fournissons une copie de la Politique LPVC, ainsi que des copies du Code d'éthique et des autres politiques d'Eldorado applicables à chaque Représentant. Les Représentants sont tenus de lire la Politique LPVC et tous les administrateurs, dirigeants et directeurs nationaux qui sont responsables de la supervision des employés dans les territoires étrangers où la Société exerce ses activités doivent signer une déclaration personnelle attestant qu'ils comprennent et acceptent de respecter la Politique LPVC et les politiques applicables. Ce Certificat de conformité est disponible au verso du Code d'éthique.

Les violations des lois et règlements LPVC applicables, ou de la présente Politique LPVC, peuvent entraîner de graves conséquences, y compris des sanctions légales pour la Société et les individus. De plus, la Société peut imposer des mesures disciplinaires à tout Représentant en cas de violation, pouvant aller jusqu'au congédiement immédiat. De plus, le cas échéant, ces Représentants peuvent également être assujettis à des sanctions individuelles pénales ou civiles, y compris des amendes ou l'emprisonnement. Dans de tels cas, la Société se réserve le droit de retenir ou de refuser l'indemnisation ou toute autre responsabilité pour ces sanctions individuelles, et peut également solliciter un recouvrement auprès de ces personnes pour tous coûts, dommages et pénalités encourus, imputables ou imposés par la Société ou à celle-ci, conformément aux lois applicables.

Pour s'assurer que la Société continue de respecter ses engagements, le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil** ») et le comité de gouvernance et de nomination de la Société examinent et supervisent le Code d'éthique, la Politique LPVC et les procédures connexes sur une base annuelle, en examinant et en recommandant des changements, le cas échéant.

Approuvée par le Conseil d'administration le 30 octobre 2025

